



11/07/2017

C'est l'un des projets les plus ambitieux à l'échelle de la planète et il a été en débat au Forum de Crans Montana à Barcelone. La nouvelle Route de la Soie que veut mettre en place la Chine vise à relier par la terre et la mer, l'Asie, l'Europe et l'Afrique et à contribuer à la stabilité internationale.

“Un projet ambitieux et titanesque de la Chine était au coeur du [Forum de Crans Montana à Barcelone](#), nous précise notre reporter Carlos Marlasca. Des centaines de personnalités politiques et économiques ont débattu de la nouvelle Route de la Soie lancée en 2013 par le président chinois Xi Jinping dans l'objectif de relier par la terre et la mer, l'Asie, l'Europe et l'Afrique, donnant ainsi une nouvelle dimension à l'économie mondiale,” ajoute-t-il.

Le projet englobe une soixantaine de pays représentant 60% de la population, [un tiers du PIB](#) et 75% des ressources énergétiques à l'échelle de la planète.

Les investisseurs qui ont déjà versé des fonds pour l'aménagement de certains tronçons en vantent les mérites. “Le long de la Route, il y a beaucoup de pays qui ont une économie de moindre taille et qui disposent de nombreuses ressources naturelles, indique Siddique Khan, PDG de Globalink Logistics. Et pour eux, au lieu de transporter les matières premières, on se dit que grâce à cette nouvelle Route, les industriels se rapprocheront de là où se trouvent ces matières premières et qu'ils aideront ces pays à créer une chaîne de valeur ajoutée en utilisant les matières premières pour fabriquer des produits finis,” affirme-t-il.

L'association et non la confrontation

La Chine a débloqué en mai, [124 milliards de dollars supplémentaires](#) pour sa Route dont le [coût global est estimé à 1000 milliards](#).

Elle prendra la forme de [projets autoroutiers, énergétiques, ferroviaires et portuaires](#), de parcs industriels et de zones franches en Asie, Europe centrale et Moyen-Orient.



“Tous nos dirigeants, nos députés, nos gouvernements doivent s’assurer que les populations de ces pays sont au courant de la mise en place du partenariat avec la Chine, estime Veronica Eragu, députée ougandaise. Elles doivent bénéficier de tout ce que les Chinois font et elles doivent participer et être intégrées dans l’accord et dans les activités menées par les Chinois,” insiste-t-elle.

La Chine assure que son projet s’appuie sur des liens d’association et non sur la confrontation. Mais son statut d’important investisseur au Moyen-Orient et en Afrique éveille les [soupçons auprès d’un certain nombre de pays](#).

“Je crois que la Chine sera obligée de respecter les droits de l’Homme, en particulier pour ce qui concerne les rémunérations, le salaire minimum et les déclarations fiscales, etc., dit Hakima el Haite, ministre marocain de l’environnement. Donc je pense que l’implication de l’Union européenne dans le projet sera très utile et qu’elle sera la gardienne des droits de l’homme à cet égard,” poursuit-elle.



Contestations

[Plusieurs pays européens](#) reprochent à la Chine son manque de transparence et de considération des normes sociales et environnementales. D'autres espèrent des retombées. La Deutsche Bank a promis plus de 3 milliards de dollars. Pour certains, [le contexte mondial](#) devrait inciter l'Europe à participer.

“En ce moment, les Etats-Unis sont indécis et plus protectionnistes et cela donne à l'Europe, une très bonne opportunité de coopérer avec l'Asie, mais aussi avec l'Afrique, souligne Artis Pabriks, député et ancien ministre de la Défense de Lettonie. Nous devrions saisir cette opportunité ; nous, les Européens, nous sommes automatiquement en première ligne aujourd'hui,” assure-t-il.

À Barcelone, bon nombre de représentants gouvernementaux et d'investisseurs ont affiché une volonté de coopérer dans le cadre de ce projet que la Chine espère achever à l'horizon 2049.